

# le Canard Libéré

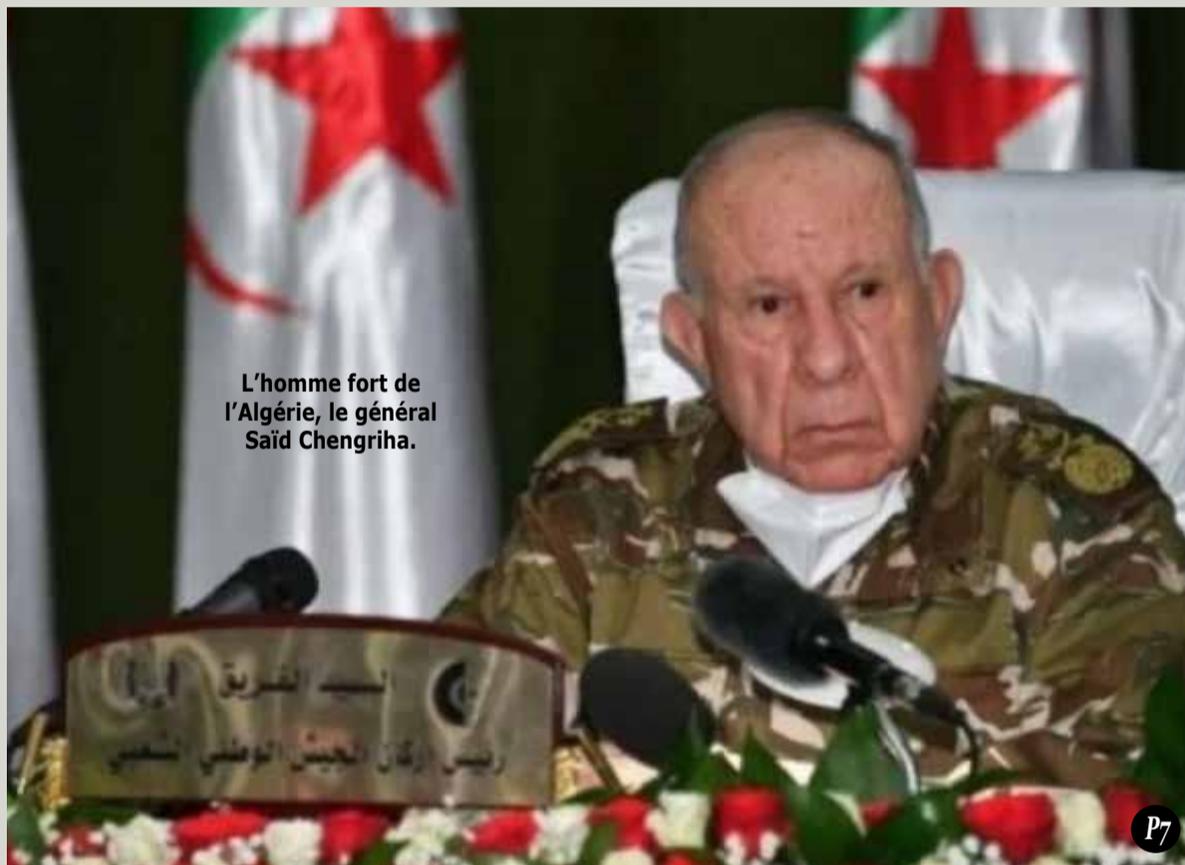


Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Seizième année N°709 vendredi 18 novembre 2022 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

## Impact de la débâcle militaire russe en Ukraine sur l'armée algérienne

# L'ALGÉRIE SANS DÉFENSE



L'homme fort de l'Algérie, le général Saïd Chengriha.

P7

**PRÉLEVEMENT À LA SOURCE : LES EXPERTS DÉNONCENT UNE ABERRATION**

**ZUT, PAS POSSIBLE DE FAIRE DE L'OPTIMISATION FISCALE !**



Boudali

P9

L'entretien - à peine- fictif de la semaine

**Nabil Benabdallah**



**Je suis parti pour durer...**

P9

**Fête de l'Indépendance**

## Les nouveaux défis de la souveraineté

P10

**Mondial 2022**



## Le Qatar joue dans la Cour des grands

L'émirat a fait les choses en grand et en grandiose pour que la fête du sport-roi qu'il organise reste dans les annales footballistiques de la FIFA.

P8

Confus **DE CANARD**

## Dérive corporatiste

P2



Déconfiné de Canard

Côté **BASSE-COUR**

## Les IMME en quête d'un nouveau souffle



Hamid Souiri.

P4



## Hassan Jabir, la promotion de la probité

P5

**Budget de Casablanca**

## Nabila Rmili recalée

P6

**Le Concert pour la Tolérance revient avec une belle affiche**

## Ambiance de folie à Agadir



## Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

# Dérive corporatiste

**L**es nouvelles dispositions fiscales contenues dans le PLF 2023 ont provoqué une montée spectaculaire des corporatismes. C'est le principal résultat, il est vrai prévisible, de cette loi de Finances qui n'est pas au goût des professions libérales comme les avocats qui sont vent debout contre la retenue à la source. Les Robes noires se sont montrées les plus virulents de tous, multipliant en guise de protestation sit-in et grèves qui ont paralysé les tribunaux, histoire de faire pression sur le gouvernement et le pousser à revenir sur sa décision.

Ce nouveau dispositif fiscal, qui se substitue au système déclaratif jusque-là en vigueur, consiste à prélever pour les professionnels dont les revenus proviennent d'honoraires, commissions ou frais de courtage un impôt sur le revenu (IR) de l'ordre de 15% (il était de 20% avant un amendement à la première Chambre) sur toutes les factures émises. L'impôt ainsi retenu à la source sera déduit du montant total de la déclaration de l'impôt avec le droit de se faire rembourser la différence.

Visiblement, le système en question est trop transparent pour passer comme une lettre à la poste... Haro sur le baudet ! Avocats, architectes, médecins, experts-comptables... Tous réclament dans une agrégation des colères la suppression du nouveau format fiscal, allant jusqu'à manifester leur exaspération dans un mouvement de contestation inédit en dénonçant à l'unisson une mesure qui va à l'encontre de « l'équité fiscale » et l'esprit de concertation dans l'élaboration du PLF 2023. Excitant de divers arguments dont l'aggravation de la fragilité financière de certaines professions, tous parlent d'une seule voix en donnant de la voix pour obtenir par le recours au bras de fer à la suppression à la source de l'impôt calculé sur leur revenu réel des uns et des autres...

Aux dernières nouvelles, les avocats ont obtenu gain de cause sur certains des aspects de leurs revendications comme la baisse à 300 DH au lieu de 500 DH l'avance sur impôt pour chaque dossier et l'exonération fiscale au profit des nouveaux avocats pendant les cinq premières années d'exercice professionnel. Or, le prélèvement à la source a été instauré sans bruit en France depuis janvier 2019 pour les avocats exerçant à titre individuel. Au Maroc, il est imposé depuis des lustres aux salariés aussi bien du privé que du public. Mais ce régime ne plaît pas aux professions libérales marocaines soumises jusque-là à une déclaration annuelle. Sauf que celle-ci favorise justement la sous-déclaration, l'absence

de transparence et ne va pas par conséquent dans le sens de la justice fiscale que tout monde réclame dans les discours et l'appelle de ses vœux. Mais dès qu'il s'agit de sortir des slogans pour lui donner un contenu concret, le ton change, la tension monte et la résistance s'organise pour que rien ne change... Drôle d'attitude !

Disons le tout de go : La levée de boucliers suscitée chez les professions libérales par la modification du cadre d'imposition met en lumière une certaine lutte corporatiste pour sauvegarder des acquis, un réflexe d'autodéfense dans un contexte de crise qui bouscule le confort des positions sociales acquises par des activités habituées à l'indulgence fiscale. Force est de constater que ce mouvement de contestation met en avant la défense des intérêts particuliers de certaines catégories socio-professionnelles au détriment de l'intérêt collectif. Et le devoir de solidarité, bon sang ? Ils s'en fisc !

La conjoncture actuelle marquée par une tension sans précédent sur les finances publiques (généralisation de l'assurance maladie obligatoire, hausse considérable des charges de la compensation pour le gaz butane et le blé, subvention carburant accordée aux transporteurs) sont censés imposer d'autres réflexes. L'État, appelé en plus à financer toutes les politiques publiques et à tenir ses engagements de premier investisseur, ne peut plus se permettre de subir des moins-values fiscales importantes générées par des régimes qui freinent l'élargissement de l'assiette fiscale et empêchent du coup le traitement du contribuable sur un pied d'égalité. Dos au mur, le gouvernement n'a d'autre choix que de ramener sur le chemin de la juste imposition des activités championnes de la sous-déclaration, de l'évasion et de la fraude fiscale.

Cette dérive corporatiste naissante, conduite de manière véhémement par les avocats, est antinomique avec la cohésion sociale qu'il faut préserver en jouant notamment la carte de confiance qu'il faudra construire. Ce qui signifie que les pouvoirs publics doivent à leur tour faire preuve de transparence sur l'usage fait de l'argent du contribuable en montrant qu'il est judicieusement investi dans des projets utiles pour la communauté et des services publics de qualité (hôpital, école, transport en commun, administration...). Tout un programme. Une véritable gageure. C'est à ce prix que la contribution fiscale cessera d'être considérée comme une mesure impôt-pulvaire. ►

Le nouveau dispositif d'imposition est trop transparent pour passer comme une lettre à la poste... Haro sur le baudet ! Avocats, architectes, médecins, experts-comptables... Tous réclament la suppression du nouveau format fiscal, allant jusqu'à manifester leur exaspération dans un mouvement de contestation inédit...



## Côté **BASSE-COUR**



### El Mhajri sanctionné par les siens



Hicham El Mhajri.

Le bureau politique du Parti authenticité et modernité (PAM) a décidé de geler l'adhésion du député Hicham El Mhajri au bureau exécutif du parti et de le suspendre de ses fonctions au sein de cette instance. Cette décision, prise lundi 14 novembre à l'issue de la réunion du bureau politique du parti, était prévisible. Le député de Chichaoua ayant adressé le vendredi 11 novembre depuis la tribune parlementaire une salve de 7 critiques au Projet de Loi de Finances 2023 qui à ses yeux ne répond pas aux attentes du Maroc qui souffre de l'inflation et de la vie chère. Ce que ses amis du PAM, à leur tête Abdellatif Ouahbi, considèrent comme un coup de canif dans le pacte de la majorité. Une sortie qualifiée par un communiqué du PAM d'atteinte « flagrante aux principes, lois et directives du parti en matière d'alliances et

exprime un manque de respect pour l'engagement politique et constitutionnel qui lie le parti à la majorité ». Lors des élections législatives de septembre 2021, El Mhajri a réussi dans son fief électoral marrakchi un exploit électoral inédit, battre le record national en termes de suffrages, soit un peu plus de 51.000 voix. Mais l'élu ne jouit pas de la même popularité auprès de ses adversaires où il passe pour un agitateur qui cherche à attirer la lumière sur lui en jouant à chaque fois les défenseurs du veuve et de l'orphelin. L'empêchement de soutenir en rond n'est pas encore sorti de l'auberge. Il risque l'exclusion des rangs du PAM lors de l'examen de son dossier par la commission de discipline du parti. Le PJD de Benkirane, en mal de visibilité vocifératrice, serait ravi de récupérer un tel profil qui formerait une belle paire avec l'agité Abdallah Bouanou.

### Beurgeois **GENTLEMAN**

#### Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (6)

Entre Dominique Voynet et Lionel Jospin, c'est une histoire non pas platonique, mais atomique. La Voynet a donné l'avoinée au trotskiste Jospin ! Ce rouge qui s'est fait lipoliner en rose pour essayer de devenir président de la République s'est fait lamentablement sortir par Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002... C'était bien La Peine de se présenter se vautrer ainsi, ça en valait pas Le Pen... Depuis, après avoir reçu l'avoinée de sa vie, l'ex trotskiste s'est définitivement retiré de la vie politique. Ce garçon aura porté un coup fatal à la recherche française en sabordant le projet nucléaire Superphénix qui avait coûté 10 milliards d'euros... Du Superphénix de l'Isère à l'EPR de Flamanville, l'histoire rose verte se répète toujours... Dès 1995, pour sa première candidature à une érection présidentielle, la Voynet verte et pas très mure affiche son crédo : "Sortir du nucléaire". De son côté, Jospin reçoit l'avoinée et l'intègre dans son programme. Son but : devenir premier ministre de Chirac... Ce dernier a eu la très mauvaise idée de dissoudre l'assemblée nationale alors qu'il avait une majorité à lui tout seul ! Après la victoire de "la Gauche plurielle", la Voynet est nommée ministre de l'Environnement par Jospin. Son arrivée a été permise grâce à un moratoire sur l'avenir de l'énergie nucléaire : la fermeture du surgénérateur en construction dans l'Isère. L'histoire de ce projet arrêté par Jospin pour une poignée d'élus verts a commencé en avril 1976 quand Valéry Giscard d'Estaing, autorise la commande du Superphénix. Un an plus tard, en juillet 1977, a lieu l'une des plus importantes manifestations de l'histoire du mouvement antinucléaire français. Les Verts et pas très murs exigent alors l'arrêt et le démantèlement de ce surgénérateur. Framatome, l'ancêtre d'Areva, et Siemens attendent, pour la fin de l'année, le feu vert de Lionel Jospin pour lancer l'EPR, le premier prototype d'une nouvelle génération de centrales. Denis Baupin menace Jospin « S'il y a relance du programme nucléaire, cela se fera sans les Verts », menace-t-il, à la veille de la coupe du Monde de Zidane en 1998... En 2016, ce Denis Baupin est accusé d'agression sexuelle par quatorze femmes qui ont témoigné contre ce petit homme vert. Il sera condamné à verser 500 euros de dommages et intérêts à chacune d'entre elles, soit un total de 7500 euros. Pendant que les Verts règlent leurs problèmes de fesses et valsent entre phallocratie et vaginocratie, des dizaines de milliers d'entreprises menacent, au seuil de l'hiver 2023, de mettre la clé sous la porte, étranglées par des hausses stratosphériques de leurs factures d'électricité. Duralex vient de fermer malgré un carnet de commande plein ! Début septembre, sa direction a annoncé qu'elle allait mettre en veille son four cet hiver pour économiser de l'énergie et préserver ses finances, dans un contexte de flambée des prix de l'énergie. La verrerie située dans le Loiret a confirmé cette fermeture du 1er novembre au 31 mars 2023. Autre annonce, les salaires nets seront maintenus à 95% pour les employés mis au chômage partiel. Une décision qui n'est pas satisfaisante pour la CGT, qui demandait un maintien à 100%. Force ouvrière est d'ailleurs confiante, puisque Duralex dispose d'un an de stock pour honorer son carnet de commandes. Pourquoi le parc nucléaire français, un fleuron de 56 réacteurs, se retrouve-t-il en partie en rade à l'instant le plus critique, EDF se montrant incapable d'accélérer ses opérations de maintenance et de régler en urgence un problème de corrosion ? Qui a conçu ce système européen de fixation des prix si contesté, pénalisant lourdement une France qui s'était assurée, justement, de ne pas trop dépendre du gaz russe ? Était-il pertinent de fermer des capacités de production d'EDF pour une poignée d'élus verts et pas très murs ? De nos jours, certains fleurons de l'industrie française réfléchissent à délocaliser aux USA où l'énergie est moins chère. (À suivre) ▶

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

### FTX, la chute du temple des crypto-monnaies

Séisme dans l'univers opaque des cryptomonnaies après l'annonce le 11 novembre de la faillite de la plateforme d'échange de crypto-monnaies FTX. Les documents rendus publics révèlent une entreprise très endettée à hauteur de 8 milliards de dollars. La monnaie est virtuelle mais les pertes, elles, sont réelles. Dur et brutal retour à la réalité. Un million : c'est le nombre de personnes et d'organisations auxquelles FTX pourrait devoir de l'argent. Ce chiffre colossal a été révélé par le New York Times le 15 novembre 2022, quelques jours après la

banqueroute spectaculaire de FTX. Spectaculaire, le crash de FTX est l'un des plus grands ratages financiers de l'année. Il ne s'est écoulé que 10 jours entre le début des difficultés de la plateforme, le 2 novembre, et son dépôt de bilan, le 11 novembre. Pourtant, FTX n'est pas un petit joueur en matière de cryptomonnaies. Il compte parmi l'une des plus importantes plateformes d'échange et de trading de crypto au monde. Au vu de l'étendue de la faillite, les créanciers auront du mal à récupérer leur mise. Sauf s'ils acceptent de se faire payer en cryptomonnaie de singe !



## Côté BASSE-COUR



### Crèche CIH BANK : Une première au niveau du secteur bancaire

Soucieux du bien-être de ses collaborateurs, CIH BANK a aménagé une crèche en faveur des enfants des collaborateurs de la Banque. Une cérémonie d'inauguration de cette crèche a eu lieu le Lundi 14 Novembre 2022, en présence de **M. Mohammed Mehdi BENSALIM**, Ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication et de **M. Lotfi SEKKAT**, Président Directeur Général de CIH BANK. Ce projet est signé Baby Nest, partenaire du leader européen des crèches d'Entreprise GRANDIR, acteur de référence dans l'éveil et l'éducation des jeunes enfants.



Représentant un réel avantage pour les collaborateurs, jeunes parents, la nouvelle crèche est une solution de garde fiable, de grande qualité et à coût abordable du fait des subventions de la Banque.

**Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'approche Genre de CIH Bank, en faveur de de son Capital Humain et en phase avec l'engagement RSE « Être un employeur exemplaire ». L'objectif de cette approche est de favoriser la diversité, de promouvoir l'équité professionnelle entre femmes et hommes.**

**Le programme de lancement de la crèche d'entreprise vient s'ajouter aux nombreux avantages qu'offre le Capital Humain à ses collaboratrices et collaborateurs.**

**Le bien-être en entreprise, étant un axe primordial dans la politique du Capital humain de CIH Bank, ce concept bénéficie à tous les parents collaborateurs, leur permettant un équilibre de vie professionnelle/personnelle.**

**Aussi, dans le cadre de l'intégration de la femme à son retour de maternité, la crèche offre la possibilité d'intégrer son enfant à partir de 3 mois, à proximité de son lieu de travail, dans un cadre agréable, offrant un espace « Allaitement ».**

**Lotfi SEKKAT**, Président Directeur Général de CIH BANK affirme que "la création d'une crèche sur le lieu de travail présente une réelle valeur ajoutée aussi bien pour la Banque que pour nos collaborateurs et tout particulièrement pour nos collaboratrices. Il s'agit d'un avantage social différenciant et d'un véritable levier d'engagement, d'attractivité et de performance, permettant de valoriser davantage la marque employeur de notre Banque"

**Mamoun IRAQI**, CEO de Baby Nest, ajoute que "la crèche d'entreprise assure sérénité, bien-être et gain de temps aux collaborateurs grâce à des horaires de fonctionnement adaptés à la vie professionnelle. Un parent rassuré de savoir son enfant à proximité, dans un lieu sûr et confortable, en présence de professionnels de la petite enfance, est un collaborateur acquis et totalement engagé dans l'atteinte de ses objectifs."

Dotée d'une capacité d'accueil de 80 enfants et étalée sur une superficie de 400 m<sup>2</sup>, la crèche CIH BANK by Baby Nest est gérée par une équipe d'experts de la petite enfance et dispose de tous les espaces et équipements pédagogiques nécessaires à l'épanouissement et à l'éveil des enfants.

Ouverte aux petits, âgés de 3 mois à 4 ans, la crèche CIH BANK by Baby Nest propose des horaires adaptés à ceux de la journée de travail des parents. Une garde est assurée jusqu'à 19h ainsi que pendant les vacances scolaires.

A travers cette initiative, CIH BANK confirme son positionnement de banque humaine appliquée à proposer à ses collaborateurs un cadre de travail valorisant leur bien-être, leur équilibre et leur épanouissement.

**Visite virtuelle de la crèche : <https://www.cihbank.ma/Babynest/>**

#### A propos de CIH BANK :

Plus de cent ans d'histoire et une capacité à se réinventer continuellement. CIH BANK a su se positionner au fil des années comme étant une banque universelle œuvrant dans tous les métiers bancaires. Elle est aujourd'hui une banque digitale pionnière au Maroc. Conjuguant digitalisation et proximité, elle est en effet, une banque 2.0 dans toute sa composante utilisant plusieurs canaux pour gérer la relation avec ses clients. Aujourd'hui, CIH BANK dispose d'un réseau de plus de 313 agences et 625 GAB à travers le Maroc.

#### A propos du groupe Grandir :

Réseau engagé pour la petite enfance, le groupe "Grandir" est l'un des principaux acteurs internationaux de services d'accueil et d'éveil des enfants, de garde ponctuelle, d'éducation préscolaire et de parentalité de grande qualité. Le groupe dispose de 1700 crèches réparties entre les USA, le Canada, la France, et maintenant le Maroc.

#### A propos de Baby Nest :

Baby Nest est partenaire du leader européen des crèches d'entreprise Grandir, reconnu mondialement pour son expertise dans son domaine. Le groupe dispose de 1000 structures, à travers 6 pays ( France, Angleterre, Allemagne, Canada, Etats-Unis et récemment le Maroc) avec 12 000 collaborateurs.

LA PLANÈTE COMPTE PLUS DE 8 MILLIARDS D'HABITANTS

C'EST LE PREMIER ?

NON, LE 8 MILLIARDIÈME



### Les IMME en quête d'un nouveau souffle

Les industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (IMME) nationales traversent une crise sans précédent qui a mis en difficulté plusieurs entreprises et poussé d'autres à la faillite.

En cause, la flambée des matières premières et autres intrants aggravée par des problèmes liés à la compétitivité et l'innovation. D'où l'organisation à Casablanca d'un événement sectoriel, « Les mardis des branches » par la Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (FIMME) présidé par Hamid Souiri. Celui-ci se mobilise comme jamais pour que le secteur qu'il représente, qui se distingue par son caractère transversal et stratégique, retrouve son dynamisme d'antan et redevienne une source importante de création de valeur et d'emplois.

Dans son allocution prononcée mardi 15 novembre à l'occasion de cette manifestation dont la première édition a été consacrée à la branche de la Construction Métallique et de la Chaudronnerie (CMC), M. Souiri a d'emblée annoncé la couleur : « La fédération s'inscrit dans une logique de redynamisation des IMME, une priorité partagée par l'ensemble des confrères de la profession, afin de relever tous les défis auxquels ce secteur et ces entreprises font face ». Dans son mot d'ouverture de cet événement, le très dynamique ministre de l'Industrie et du Commerce Ryad Mezzour a pour sa part posé en quelques mots la problématique du secteur, dessiné les objectifs à atteindre et les conditions à réunir pour y arriver. A cet effet, le ministre a assuré les professionnels du soutien de son département pour relever ensemble les défis de la compétitivité et de la relance sur de nouvelles bases. Comme l'a signalé M. Mezzour, les opportunités et le potentiel de croissance existent. Reste à lever les contraintes et œuvrer de concert pour que les différentes branches puissent se réinventer « tout en s'inspirant des modèles réussis dans d'autres pays ». Tout un programme. La volonté de sortir les MME de leurs difficultés en les menant vers les rivages du développement est là. Et elle est de fer.



**Ryad Mezzour.**



## Côté BASSE-COUR



### Plus de 8 milliards d'âmes sur terre...

**A** raison de 70 millions de naissances supplémentaires par an, l'humanité a dépassé ce 15 novembre 2022 la barre de 8 milliards d'âmes. Selon les données de l'ONU, 80% de cette explosion démographique se produit dans les pays en développement. Pour l'ONU, «cette croissance sans précédent» - il y avait 2,5 milliards d'habitants en 1950 - est le résultat «d'une augmentation progressive de la durée de la vie grâce aux progrès réalisés en matière de santé publique, de nutrition, d'hygiène personnelle et de médecine». Mais la croissance démographique pose aussi de redoutables défis aux pays les plus pauvres, où elle se concentre. Cette progression remarquable de la population mondiale

est le résultat « d'une amélioration progressive de l'espérance de vie grâce aux progrès réalisés en termes de santé publique, de nutrition, d'hygiène personnelle et de médecine ». Les Nations unies croient y déceler « un important jalon du développement humain » et un rappel, en pleine COP27, de « notre responsabilité partagée de prendre soin de notre planète ». Si la croissance démographique pose aussi de nombreux défis aux pays les plus pauvres, le déclin de la natalité en Occident notamment en Europe n'en est pas moins problématique. Ce phénomène s'accompagne d'un vieillissement de la population et un besoin croissant en main d'œuvre étrangère, n'en déplaise aux détracteurs de l'immigration.

### Hassan Jabir, la promotion de la probité



Me Hassan Jabir lors de la cérémonie de son installation.

**C**'est un juge intègre, rigoureux et compétent, qui a été nommé au poste de président du tribunal correctionnel d'Aïn Sebâa à Casablanca. Une promotion largement méritée eu égard à ses qualités humaines et professionnelles. Installé récemment dans ses nouvelles fonc-

tions suite à l'approbation royale le 25 octobre dernier de la nomination de nouveaux responsables judiciaires proposés par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), Me Hassan Jabir s'attelle déjà à une lourde tâche en professionnel aguerri qu'il est : redorer le blason de cette juridiction secouée ces derniers temps par une série de scandales. Figure judiciaire respectée, Me Hassan Jabir a accompli l'essentiel de sa carrière dans les juridictions de la capitale économique où il a eu à conduire des dossiers liés notamment au délit de presse dont il est l'un des rares magistrats à posséder une bonne expertise enrichie de la connaissance de la relation entre la justice et les médias. C'est eu égard à son expérience reconnue dans ce domaine complexe qu'il siège depuis 2017 au Conseil national de la presse en tant que représentant du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).

### DES MALVERSATIONS DANS DES SUCRERIES INDUSTRIELLES DEVANT LA JUSTICE

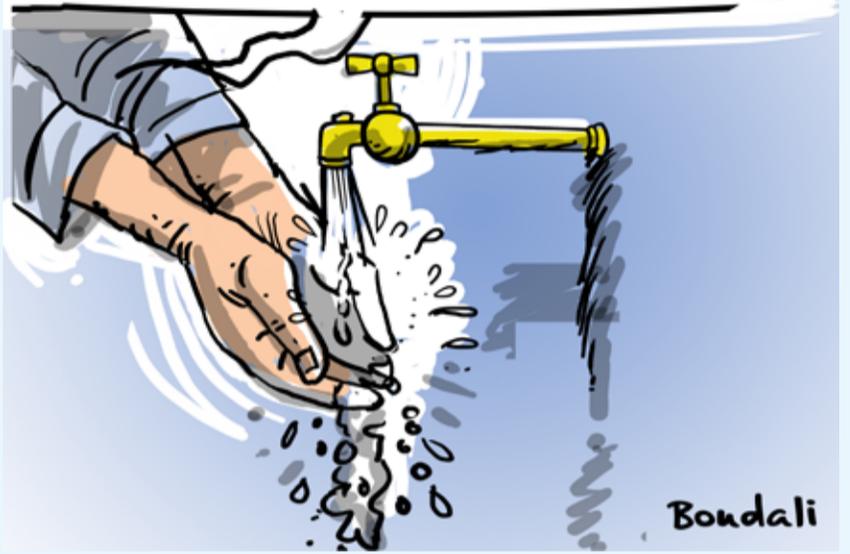
LES ACCUSÉS ONT DES SOUCIS À SE FAIRE...

NORMAL, ILS SE SONT SUCRÉS ET SE SONT THÉ...



### LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE FAIT DES VAGUES...

MAIS LA RESSOURCE EST TRANSPARENTE QUAND ELLE EST PUISEE À LA SOURCE...



### Allal Sakrouhi n'est plus



Feu Allal Sekrouhi.

**A**llal Sakrouhi est décédé mercredi 2 novembre suite d'une longue maladie, laissant derrière lui une famille et des amis tristes et éplorés. Ainsi que le souvenir d'un homme modeste, qui est resté toujours égal à lui-même. Né en 1954 à Tamarkalt dans la province d'Al Hoceïma, ce militant de l'USFP, modeste et passionné, a fait l'essentiel de sa carrière dans l'urbanisme et l'administration du territoire. Homme discret et efficace, il est titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en sciences économiques obtenu en 1982 à l'Université de Toulouse.

Décoré des Wissams du Trône de l'ordre de Chevalier et de l'ordre d'officier, le défunt a démarré son parcours professionnel en tant que professeur de l'enseignement supérieur à l'Institut national d'aménagement et d'urbanisme de Rabat. Ce brillant économiste-urbaniste occupera ensuite plusieurs postes dans le service de l'Etat. Le 16 mai 2002, il est nommé directeur de l'Agence urbaine de Tétouan, avant d'être appelé le 13 septembre 2003 à de nouvelles fonctions: gouverneur de la province de Nouaceur. En octobre 2006, feu Sakrouhi, qui présidera également aux destinées des Collectivités locales et du Fonds communal, devient gouverneur, directeur de l'Agence urbaine du Grand Casablanca. Au soir sa vie, il signe un livre autobiographique captivant, intitulé « Face à l'inconnu » dont il donne un avant-goût en préface : « J'ai appris, dans mon enfance, à escalader les collines, à me baigner dans les lacs, à chasser les perdrix et à faire attention aux rencontres surprises avec de la faune sauvage. Mais je n'étais pas préparé à quitter mon douar, à soutenir la comparaison et la compétition. En le quittant, j'ai compris que la majorité des habitants de la montagne débutait leur vie avec une multitude d'handicaps. Et depuis, chaque voyage en dehors de mon douar était vécu comme une épreuve d'alpinisme. Tantôt, je m'émerveillais, tantôt j'avais la peur au ventre.» Adieu Ssi Allal, on t'aimait bien. Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons !



## Côté BASSE-COUR



### Le Concert pour la Tolérance revient avec une belle affiche

## Ambiance de folie à Agadir

Le concert pour la tolérance, lancé pour la première fois en 2005, est de retour à Agadir après deux années de suspension à cause de la crise sanitaire. Le samedi soir de ce 12 novembre était exceptionnel sur la plage de la ville. Ambiance de fête intense tout au long de la corniche au grand plaisir des habitants et des touristes qui ont afflué par centaines pour prendre du bon temps avec les artistes à l'affiche de cette 14<sup>ème</sup> édition: Douzi, Patrick Bruel, Gims, Claudio Capéo, Manal, Abi, Christophe Willem, Mentissa, Ridsa et Chimène Badi. Ces stars de la chanson marocaine et française se sont succédé sur scène jusqu'à une heure tardive de la nuit pour faire vibrer le public qui a su interagir avec les chanteurs dans l'ordre et la discipline. Pas le moindre dérapage ni incident tout au long de cette soirée de folie.

Il faut dire que côté organisation, les choses étaient bien ficelées grâce à l'implication remarquable des autorités locales et la mobilisation sans faille des forces de l'ordre. Sur le terrain, rien n'a été laissé au hasard, tout a été préparé à l'avance dans les moindres détails. Produit par Electron Libre, en partenariat avec la ville d'Agadir, les chaînes M6 et 2M, cet événement-phare, placé sous la haut patronage de S.M le Roi Mohammed VI, est organisé par l'Association pour la Tolérance qui rassemble un certain nombre d'institutionnels : Le CRT d'Agadir, la RAM, l'ONMT et la SAPST Taghazout Bay. Au fil des éditions, le concert pour la tolérance, qui associe artistes marocains et français, s'est imposé comme un rendez-vous incontournable qui célèbre dans la convivialité musicale les valeurs de tolérance, de dialogue et du vivre ensemble.

## Habib El Malki revient à l'enseignement...

Depuis le lundi 14 novembre, le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS) a un nouveau président : Habib El Malki. L'ancien président du Parlement entre 2017 et 2021, a été nommé par le souverain en remplacement de Omar Azziman dont le mandat est arrivé à expiration à la tête de cette institution. Figure emblématique de l'USFP dont il était député pendant plusieurs mandats, M. El Malki, qui a fait toute sa carrière à l'ombre de l'Etat, est un fin connaisseur du monde de l'enseignement. Professeur d'économie, ce commis de l'Etat, natif de Bejaâd en



**Habib El Malki.**

1946, a été ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse en 2002, puis ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique en 2004. Ayant été tracé par le souverain lors de l'audience

qu'il lui a accordée, la feuille de route de M. El Malki est claire : « promouvoir l'école marocaine, émettre des avis au sujet de toutes les politiques publiques et les questions nationales concernant l'éducation, la formation et la recherche scientifique, et de contribuer à l'évaluation des politiques et programmes publics dans ce secteur crucial pour l'avenir du Maroc », a indiqué un communiqué du cabinet royal. La mise en œuvre du chantier de l'éducation-formation, immense et complexe à la fois, aboutira-t-il à la réhabilitation de l'école publique marocaine qui a toujours du mal à sortir de sa crise multiforme ?

### BENKIRANE DÉFEND SA DÉCOMPENSATION DES HYDROCARBURES ET JETTE LA PIERRE AUX DISTRIBUTEURS

**JE LE JURE SUR LA TÊTE DE CE PISTOLET QUE C'EST UNE BONNE DÉCISION MAIS PAS EN TEMPS DE CRISE...**



**L'IRAN ANNONCE SON PROJET D'ÉQUIPER SES ALLIÉS DONT L'ALGÈRE EN DRONES**

**JE VEUX ACHETER VOS DRONES POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME**

**MAIS LE TERRORISME C'EST NOUS...**



### Budget de Casablanca

## Nabila Rmili recalée



**Saïd Ahmidouch avec Nabila Rmili.**

Pour le deuxième budget 2023 de son mandat, la maire de Casablanca Nabila Rmili a recalé. Le wali de Casablanca-Settat Ahmidouch a refusé jeudi de lui délivrer son accord dans sa première mouture adoptée le 19 octobre dernier, invitant les responsables à se réunir en session extraordinaire de rattrapage afin de voter un nouveau budget. En cause, une série de vices de procédure et de dysfonctionnements relevés dans la partie dépenses et ressources alloués à de nombreuses communes qui pèchent par leur surestimation et leur caractère inopportun. Les dépenses mises en cause sont jugées attentatoires aux directives des circulaires du ministère de l'Intérieur invitant les collectivités territoriales à resserrer leurs budgets. Autre anomalie relevée par le wali : le montant de la TVA transféré par l'État à la mairie de la ville au titre de l'année 2023 a été estimé à 342 millions de DH alors que celui-ci est de 220 millions de DH seulement.



## Le Maigret **du CANARD**



### Impact de la débâcle militaire russe en Ukraine sur l'armée algérienne

# L'Algérie sans défense

**Plus désarmant encore, le pays de Chengriha compte renouveler son armement à coups de milliards de pétrodollars en recourant au même fournisseur dézingué par l'armée de Zelensky...**

#### Ahmed Zoubair

**D**éviniez qui a débarqué le 10 novembre dernier à Alger où il a été reçu par le Général d'Armée Saïd Chengriha, chef d'Etat-major de l'armée nationale populaire ? Le directeur du Service fédéral de la Coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Choughev Dimitri Evguenievitch, voyons ! "Cette rencontre a permis aux deux parties de passer en revue l'état de la coopération militaire bilatérale et les voies de sa diversification aux domaines d'intérêt commun", a indiqué un communiqué algérien. Selon les médias inféodés au pouvoir, cette visite s'inscrit dans le cadre des manœuvres militaires communes prévues du 16 au 28 novembre dans la région de Béchar. Officiellement, ces exercices militaires, annoncés l'année dernière, qui se déploient non loin de la frontière avec le Maroc, visent à lutter contre le terrorisme.

Or, le profil de l'invité du vrai patron de l'Algérie, un responsable en civil et non en uniforme militaire, suggère que l'objectif de son déplacement algérois est plutôt en relation avec le business de l'armement. En effet, ce diplômé en journalisme, formé dans les écoles d'élite de la diplomatie russe, travaille actuellement pour la société d'Etat d'exportation militaire Rosoboronexport. Selon certaines sources crédibles, le voyage de l'émissaire de Poutine à Alger est destiné à mettre la dernière main à la prochaine visite en Russie du président algérien Abdelmadjid Tebboune. Une visite dont le principal enjeu est la signature d'un contrat d'armement de



Saïd Chengriha.

quelque 11 milliards de dollars. Cette transaction juteuse est une bouffée d'oxygène bienvenue pour la Russie, étouffée par une batterie de sanctions occidentales imposées après l'invasion de l'Ukraine. Le 15 septembre 2022, le sénateur américain Marco Rubio - suivi deux semaines plus tard par 27 députés emmenés par la démocrate Lisa McClain - a plaidé pour des sanctions à l'encontre du régime algérien en raison de la poursuite de son commerce militaire avec la Russie de Poutine. Ce qui est passible de sanctions, en vertu de la loi CAATSA, adoptée en août 2017 par l'administration de Donald Trump. Tout à son obsession marocaine, l'Algérie cherche à tout prix à moderniser son armée qui croule sous des équipements délabrés et obsolètes.

A en croire le général Saïd Chengriha, l'Algérie, qui a approuvé en octobre dernier l'augmentation de son budget militaire de 130 % pour atteindre les 23 milliards de dollars d'ici l'an prochain, veut devenir le premier acheteur international de chasseurs furtifs russes, le Soukhoï Su-75 Checkmate, de cinquième génération.

#### Mauvaise qualité

L'Algérie est le premier importateur d'armes russes au monde, avant la Chine et l'Inde. Mais le projet des emplettes militaires de l'Algérie de Chengriha auprès de son allié russe interroge profondément (l'esprit du Canard) sur l'impact de la débâcle militaire russe en Ukraine sur une armée algérienne équipée essentiellement en matériel russe ? Dans sa déroute en

Ukraine avec son lot de retraits successifs des villes conquises, les combattants russes ont donné le spectacle troublant d'une armée fonctionnant avec des équipements anciens et de mauvaise qualité. Ce qui sur le plan technologique nourrit de plus en plus le doute sur la capacité de la Russie à réaliser ses ambitions en Ukraine. Ces séquences dévastatrices pour l'image et la réputation de la deuxième armée du monde ont par ricochet un effet sur le dispositif militaire made in Russia du pays de Tebboune. Celui-ci, qui n'arrête pas de battre les tambours de la guerre, a-t-il réellement les moyens de ses ambitions militaires ?

Quid justement du matériel militaire déjà livré par la Russie à l'Algérie ? Le fournisseur militairement défait en Ukraine a-t-il objectivement les moyens d'honorer vis-à-vis de son client ses contrats d'entretien et de livraison des pièces de rechange ? Plus désarmant encore, l'Algérie, dont la course à l'armement (russe) ne sert qu'à faire tourner l'industrie de l'armement russe, compte renouveler son armement en recourant au même pourvoyeur dézingué par l'armée de Zelensky. Il paraît que la Russie possède encore en stock des lots d'une quincaillerie militaire des années 50-60 qu'elle compte fourguer au prix fort à son meilleur client du Maghreb. Les emplettes des joujoux de guerre étant la source par excellence des commissions et des rétro-commissions, Poutine va s'offrir grâce à l'argent du peuple algérien un nouveau contrat très blindé. C'est de bonne guerre... ►



# Le Maigret du CANARD



L'émir du Qatar Tamim bin Hamad Al Thani.



## Mondial 2022

# Le Qatar joue dans la Cour des grands

L'émirat a fait les choses en grand et en grandiose pour que la fête du sport-roi qu'il organise reste dans les annales footballistiques de la FIFA.



Le jour J approche. Ce dimanche 20 novembre, la Coupe du monde démarre au Qatar. L'émirat gazier a coché toutes les cases du premier en tout. Premier pays arabe à organiser la fête planétaire de la FIFA qui tient en haleine plus de la moitié de la planète. Premier pays à abriter aussi le Mondial pendant l'hiver dans l'hémisphère nord. Premier pays organisateur de la Coupe du monde à susciter un torrent de critiques (critiques environnementales sur les stades climatisés et griefs sur de supposées violations des droits humains en relation avec le droit des travailleurs

mobilisés dans les chantiers du mondial). Premier pays également à faire l'objet d'appels au boycott des matchs de la coupe du monde qu'il organise sur son sol. Le Qatar est sans conteste le premier pays à avoir fait les choses en grand et en grandiose pour que le mondial 2022 reste dans les annales footballistiques. Face à ce qui ressemble à une kabbale aux objectifs inavoués, le Qatar et ses dirigeants sont inébranlables. La vente des billets, qui a récolté un grand succès, est un signe qui ne trompe pas. Ce qui promet des taux d'affluence record dans le petit émirat qui multiplie depuis plu-

sieurs années les actions et les projets qui lui donnent la stature d'un grand pays. Et c'est ce qui lui vaut sans doute d'être la cible des esprits malveillants recrutés en Occident pour jouer un jeu malsain. Assez discuté, place désormais au spectacle avec le planning des matchs. A tout seigneur, tout honneur ! La compétition démarre le dimanche 20 novembre avec le match d'ouverture Qatar-Equateur, qui lance ainsi une saga passionnante longue de 29 jours et agrémentée de nombreux matchs qui promettent divertissement, suspense, joie mais aussi crises de nerfs. Et que le meilleur gagne! ▶

### LE CALENDRIER, JOUR PAR JOUR, DE LA COUPE DU MONDE 2022

- Dimanche 20 novembre**
- 17h00 : Qatar - Équateur (gr A), au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- Lundi 21 novembre**
- 14h00 : Angleterre - Iran (gr B), au stade international Khalifa, à Doha
- 17h00 : Sénégal - Pays-Bas (gr A), au stade Al-Thumama, à Doha
- 20h00 : Etats-Unis - Pays de galles (gr B), au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- Mardi 22 novembre**
- 11h00 : Argentine - Arabie saoudite (gr C), au Lusail Stadium, à Lusail
- 14h00 : Danemark - Tunisie (gr D), au stade Education City, à Doha
- 17h00 : Mexique - Pologne (gr C), au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : France - Australie (gr D), au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- Mercredi 23 novembre**
- 11h00 : Maroc - Croatie (gr F), au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- 14h00 : Allemagne - Japon (gr E), au stade international Khalifa, à Doha
- 17h00 : Espagne - Costa Rica (gr E), au stade Al-Thumama, à Doha
- 20h00 : Belgique - Canada (gr F), au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- Jeudi 24 novembre**
- 11h00 : Suisse - Cameroun (gr G), au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- 14h00 : Uruguay - Corée du Sud (gr H), au stade Education City, à Doha
- 17h00 : Portugal - Ghana (gr H), au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : Brésil - Serbie (gr G), au Lusail Stadium, à Lusail
- Vendredi 25 novembre**
- 11h00 : Pays de galles - Iran, au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- 14h00 : Qatar - Sénégal, au stade Al-Thumama, à Doha
- 17h00 : Pays-Bas - Equateur, au stade international Khalifa, à Doha
- 20h00 Angleterre - Etats-Unis, au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- Samedi 26 novembre**
- 11h00 : Tunisie - Australie, au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- 14h00 : Pologne - Arabie saoudite, au stade Education City, à Doha
- 17h00 : France - Danemark, au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : Argentine - Mexique, au Lusail Stadium, à Lusail
- Dimanche 27 novembre**
- 11h00 : Japon - Costa Rica, au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- 14h00 : Belgique - Maroc, au stade Al-Thumama, à Doha
- 17h00 : Croatie - Canada, au stade international Khalifa, à Doha
- 20h00 : Espagne - Allemagne, au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- Lundi 28 novembre**
- 11h00 : Cameroun - Serbie, au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- 14h00 : Corée du Sud - Ghana, au stade Education City, à Doha
- 17h00 : Brésil - Suisse, au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : Portugal - Uruguay, au Lusail Stadium, à Lusail
- Mardi 29 novembre**
- 17h00 : Equateur - Sénégal, au stade international Khalifa, à Doha
- 17h00 : Pays-Bas - Qatar, au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- 20h00 : Iran - Etats-Unis, au stade international Khalifa, à Doha
- 20h00 : Pays de galles - Angleterre, au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- Mercredi 30 novembre**
- 17h00 : Australie - Danemark, au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- 17h00 : Tunisie - France, au stade Education City, à Doha
- 20h00 : Pologne - Argentine, au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : Arabie saoudite - Mexique, au Lusail Stadium, à Lusail
- Jeudi 1er décembre**
- 17h00 : Canada - Maroc, au stade Al-Thumama, à Doha
- 17h00 : Croatie - Belgique, au stade Ahmad Bin Ali, à Al-Rayyan
- 20h00 : Japon - Espagne, au stade international Khalifa, à Doha
- 20h00 : Allemagne - Costa Rica, au stade Al-Bayt, à Al-Khor
- Vendredi 2 décembre**
- 17h00 : Ghana - Uruguay, au stade Al-Janoub, à Al-Wakrah
- 17h00 : Corée du Sud - Portugal, au stade Education City, à Doha
- 20h00 : Serbie - Suisse, au 974 Stadium, à Doha
- 20h00 : Cameroun - Brésil, au Lusail Stadium (à Lusail)



figure 1

**Du samedi 3 au mardi 6 décembre :** huitièmes de finale  
**Vendredi 9 et samedi 10 décembre :** quarts de finale  
**Mardi 13 et mercredi 14 décembre :** demi-finales (20h00)  
**Samedi 17 décembre :** match pour la troisième place (16h00)  
**Dimanche 18 décembre :** finale (16h00) Voir figure 1



## Bec et ONGLES



**NABIL BENABDALLAH**  
Inamovible secrétaire général du PPS

# Je suis parti pour durer...

Une équipe du Canard a interrogé le nouveau secrétaire général du PPS Nabil Benabdallah juste après sa réélection à la tête du parti au terme d'un 11ème congrès sans suspense...

### Qu'est-ce que cela fait de décrocher un quatrième mandat ?

Ça donne une sensation d'invincibilité. Un sacré sentiment de supériorité et d'être indispensable pour la survie politique du PPS.

### Qu'est-ce que ça fait d'être un candidat unique à sa propre succession pour un quatrième mandat consécutif ?

Là c'est un signe qui ne trompe pas : je n'ai pas de rival à ma stature au PPS peuplé de seconds, voire de troisièmes couteaux qui ne tranchent rien.

Autour de moi j'ai eu le temps d'installer le vide et de l'alimenter tout en le transformant en atout personnel.

Résultat : Je me suis représenté de nouveau à la chefferie en sauveur d'un parti qui fait l'unanimité. Ailleurs, un quatrième est inconcevable. Mais au PPS, il est passé comme une lettre à la poste.

### Vous êtes devenu par la force du vide un immense apparatchik ?

Un immense apparatchik de choc bien parti pour durer et qui possède toutes les qualités pour devenir le père des communistes marocains.

Mais je m'engage à faire en sorte que le PPS se renouvelle et se réforme dans l'immobilisme et le béni-oui-ouïsme qui renforcent la dynamique de mon maintien constant aux commandes. Certains sont en quête de sang neuf, au PPS, nous n'avons pas ce souci puisque nous carburons au sang ancien.

### Le changement est donc en marche au PPS!

Vive le changement en marche arrière qui me permet, côté mainmise sur le parti, d'aller de l'avant.

### Avez-vous un programme pour votre quatrième mandat ?

Absolument : préparer activement le cinquième dans le respect et le culte du chef incontesté auquel on doit obéissance et révérence en œuvrant d'arrache-pied pour l'anes-

thésie du débat interne.

Je pars de nouveau à la chasse aux voix dissidentes, prêt à sacrifier mon absence d'occupation et ma peur d'être un SDF politique par le contrôle du parti.

Connaissez-vous au Maroc quelqu'un capable d'un tel sacrifice, de don de soi pour rester le seul maître à bord?

### Comment vous définissez-vous ?

Je suis un homme qui prend de la bouteille, fortement irrésistible aussi, auquel on ne refuse rien.

Même le Premier ministre Aziz Akhannouch a assisté au congrès de ma réélection.

### Vous auriez bien aimé revenir aux affaires, n'est-ce pas ?

Tout le monde aime aller à la soupe et le statut d'opposition où le PPS s'est fait emprisonner n'est qu'une solution d'attente contrainte faute d'avoir été invité à faire partie du gouvernement.

## Akdital aux petits soins à Safi

Poursuivant résolument sa stratégie de maillage sanitaire à l'échelle nationale, le groupe Akdital vient d'inaugurer une nouvelle structure de santé à Safi, la Clinique des Spécialités de Safi. Il s'agit pour le groupe de la sixième ouverture de l'année 2022 et porte à 15 le nombre d'établissements de soins opérés par AKDITAL. Ce déploiement territorial intense et continu souligne l'efficacité de la stratégie du groupe et souligne sa volonté d'accompagner dans le professionnalisme et le dynamisme l'élargissement de l'offre de soins au-delà de l'axe Rabat-Casablanca où se concentre traditionnellement les praticiens et les cliniques. Avec l'avènement de la clinique de Akdital, les safiotes n'auront plus à se déplacer dans les villes avoisinantes, notamment Marrakech, El Jadida et Casablanca, pour se faire soigner. Établissement multidisciplinaire d'une capacité de 100 lits, la clinique des Spécialités de Safi a été dimensionnée pour multiplier par

2,3 l'offre locale en termes de lits gérés par les unités de soins privées (73 lits pour 4 unités de soins.)

A l'image des cliniques nouvelle génération de Akdital, l'établissement couvre un large éventail de spécialités. Pour cela, il est doté de tous les attributs et les installations de médecine moderne pour traiter toutes les pathologies : un Centre de Cardiologie Interventionnelle, premier du genre dans la région, un Centre d'Oncologie, également premier de la région, un pôle de réanimation avec 9 box en réanimation polyvalente, 5 couveuses en réanimation néonatale, une unité de soins intensifs polyvalents et cardiologiques de 16 lits. Entre autres dispositifs, la Clinique des Spécialités de Safi comprend un laboratoire d'analyses médicales et un centre complet de radiologie (IRM, scanner, radio standard, échographie et mammographie). Last but not least, un service d'urgence ouvert 24h/24 et 7j/7 a été également prévu.



## EDITO

Par Jamil  
Manar

# Les nouveaux défis de la souveraineté

**L**es nihilistes vous diront sur un ton se voulant convaincant que le Maroc, ce pays des paradoxes par excellence, n'a pas fait grand-chose en 66 ans d'indépendance, tout en s'employant à brosser un tableau noir de la situation nationale. A les entendre argumenter, tous les (mauvais) ingrédients sont réunis pour que vous envisagiez sérieusement de quitter, si vous êtes un père de famille, le pays avec armes, femmes, enfants et bagages vers des cieux supposés plus cléments.

Ces pessimistes sur commande prennent souvent prétexte des insuffisances et autres dysfonctionnements qui minent le pays pour les présenter sous un jour apocalyptique. Or, la réalité est beaucoup plus nuancée qu'elle n'est dépeinte par ces oiseaux de mauvais augure qui pérorant dans les salons en comité restreints ou déversent leur fiel sur le pays via, soi-disant, des analyses savantes.

En Plus de 60 ans d'indépendance, le Maroc a réalisé, n'en déplaise aux partisans invétérés du « verre à moitié vide », des progrès dans plusieurs domaines qui lui permettent aujourd'hui, malgré les insuffisances

émergents, puissent profiter à tous les citoyens, et non pas seulement à une petite minorité. A cet égard, le gouvernement est appelé plus que jamais à mieux se préparer au monde post-Covid et de la guerre en Ukraine en vue de positionner le Royaume, fort de sa stabilité politique inestimable et de sa position stratégique inespérée, pour en faire un hub incontournable des échanges régionaux et un pôle mondial d'investissement dans les industries d'avenir. La prospérité sinon pour tous du moins pour le grand nombre est à ce prix.

C'est en étant conscient de ces atouts non négligeables que le Maroc, sous l'impulsion royale, a consenti de gros efforts dans le domaine des infrastructures notamment portuaires (Tanger Med, Nador West Med en devenir et port Dakhla Atlantique...), ferroviaires (la Ligne à grande vitesse), autoroutières et aussi dans le domaine énergies propres (le complexe Noor).

Objectif : mettre le pays sur les rails du décollage économique en attirant les investisseurs étrangers. La mayonnaise commence à prendre puisque le pays devient désormais la destination privilégiée des constructeurs aussi bien automobiles qu'aéronautiques. Cette ouverture sur la dynamique des délocalisations à haute valeur ajoutée doit impérativement s'accompagner d'une politique volontariste en la matière.

Le but étant d'encourager le « produire local » et réduire le fardeau des importations qui creuse dans des proportions ahurissantes le déficit commercial. L'un des principaux enjeux de l'après Covid est justement d'assurer au Maroc une autonomie stratégique dans des secteurs essentiels et de ne pas rester à la merci de la Chine, comme c'est le cas aujourd'hui, pour son consommable industriel et technologique. Dans un contexte mondial marqué par l'explosion sans précédent des prix des matières premières sur fond de difficultés d'approvisionnement et d'inflation galopante, il est salutaire de prendre son destin national en main. Il y va de la sécurité du pays et de son avenir. Les recommandations du rapport sur le nouveau modèle de développement recourent dans bien des aspects cette nécessité de cesser de sous-traiter aux autres les produits qui exigent un know-how pointu. Devenir une terre inventive ne se décrète pas. Cela se construit en tenant le bon bout : l'investissement dans le capital humain et avec en parallèle, pour gagner du temps, la conclusion de partenariats win-win de transfert technologique. L'homme marocain est connu pour son potentiel créatif qu'il utilise hélas pour monter des combines et autres astuces, faute de sa canalisation dans des domaines productifs avec le soutien actif d'un État stratège qui trace un cap industriel ambitieux ...

Tout comme l'assistanat, le sous-développement n'est pas une fatalité. Le Roi Mohammed VI nourrit de grands desseins pour le royaume et son peuple, ce qu'il n'a de cesse de montrer, depuis son accession au Trône, par le lancement de chantiers d'envergure et la conclusion d'accords de partenariat ambitieux comme le mégaprojet du gazoduc Maroc-Nigeria. Au gouvernement de transformer l'essai de la vision royale par le suivi et la mise en œuvre.

Terre des braves, le Maroc millénaire, debout malgré l'adversité et les coups bas, qui tel un roseau plie mais ne se brise pas, a arraché son indépendance en 1956 au prix de moult sacrifices. L'immense défi consiste aujourd'hui à œuvrer d'arrache-pied en vue d'acquiescer son indépendance dans les secteurs-clés, notamment alimentaire, énergétique et industrielle. ●

*Terre des braves, le Maroc millénaire, debout malgré l'adversité et les coups bas, qui tel un roseau plie mais ne se brise pas, a arraché son indépendance en 1956 au prix de moult sacrifices.*

constatées çà et là, de prétendre à un rang plus flatteur sur l'échelle du développement.

Il eut d'abord dans le domaine des droits de l'homme - dont le respect a connu au cours des dernières années un progrès notable - la création de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) qui a permis aux Marocains, à travers un sérieux travail de mémoire, de se réconcilier avec leur passé pour mieux se projeter dans l'avenir. L'avenir c'est, sans conteste, le développement économique et social où le Maroc a accusé un retard considérable à cause notamment des années de plomb et du dérèglement éducatif provoqué par l'arabisation des programmes. Un retard chronique que S.M le Roi Mohammed VI s'est attelé, dès son accession au trône en juillet 1999, à rattraper en lançant plusieurs initiatives visant à résorber le déficit social, mesures parmi lesquelles figure l'initiative nationale de développement humain (INDH), destinée à aider les couches vulnérables, que ce soit dans les villes ou les campagnes, à se prendre en charge à travers le soutien d'activités génératrices de revenus. Sur ce plan, la réussite est remarquable puisque ce chantier, qui reste perfectible, a permis de faire reculer la pauvreté dans le pays, avant que la pandémie du Covid-19 ne vienne provoquer une urgence sociale sans précédent en creusant un peu plus les inégalités qui restent flagrantes.

Le véritable défi réside dans la capacité des gouvernants à faire en sorte que les fruits de la croissance économique, dont le taux doit être à deux chiffres, pour que le Royaume prétende réellement au statut de pays

À l'occasion de la fête de l'indépendance

**Le Président Directeur Général  
et l'ensemble des collaborateurs du Groupe OCP**

ont l'insigne honneur de présenter à

**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI**



**que Dieu L'assiste**

leurs vœux de bonheur et de santé, ainsi qu'à

**Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan et à**

**Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à toute la Famille Royale.**

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur fidélité et de leur attachement  
au Glorieux Trône Alaouite.



# Il était une fois l'économie marocaine...

*Extraits d'une longue analyse de la politique économique du pays adoptée après l'indépendance. Cet article signé par deux grands économistes de l'époque brosse un tableau de la situation des principaux secteurs.*

**Abdel Aziz Belal \***  
**Abdeljalil Agourram\*\***

L'indépendance du Maroc fut proclamée officiellement en mars 1956. Au lendemain de cette indépendance, les problèmes économiques apparurent dans toute leur acuité avec notamment une chute importante des investissements, la fuite des capitaux, l'accélération de l'exode rural, et l'aggravation du chômage. En fait, le principal problème qui se posait était celui d'une reconversion profonde des structures économiques qui avaient été façonnées par plus de 40 ans de régime colonial, et la création des conditions sociales, politiques et culturelles d'un véritable décollage économique. D'une économie coloniale, aux structures dépendantes et archaïques, il fallait faire une économie nationale, qui crée par elle-même des forces et des mécanismes internes d'accumulation du capital et de progrès. A partir des années 1960, trois plans furent successivement mis en œuvre : le Plan quinquennal (1960-1964), le Plan triennal (1965-1967) et le Plan quinquennal (1968-1972). Ces plans n'ont pas permis de surmonter la persistance d'une très faible croissance de la production globale, l'aggravation du chômage, un taux d'épargne et d'investissement très insuffisant, et les difficultés que cause une balance des paiements très vulnérable (...).

Après 1956, le volume de l'investissement global avait décliné dans des proportions considérables, ou plus exactement la baisse des investissements qui avait commencé à se manifester dès l'année 1953 de façon relativement modérée, s'accroît brusquement (...). Un rapport officiel sur la situation économique en 1961 constatait : « les amortissements du matériel existant au Maroc en 1960 nécessitant une dépense de 216 milliards de francs pendant le quinquennat soit 43 milliards environ par an, les investissements bruts en outillage réalisés en 1961 n'ont donc pas couvert les amortissements; s'il y a eu des investissements nets dans certains secteurs, d'autres secteurs n'ont pas renouvelé leur matériel ancien.

Pratiquement tous les secteurs économiques furent touchés par cette chute : c'est ainsi que l'indice de l'investissement en matériel et outillage est tombé de 100 en 1952 à 57 en 1960; celui du bâtiment pour les mêmes années de 100 à 45 et celui des travaux publics de 100 à 70. Les investissements du secteur privé avaient décliné fortement à partir de 1952 ; en 1959, ils représentaient, environ, la moitié seulement du volume de l'année 1952.

Or ces investissements alimentent principalement les secteurs productifs de l'économie. Parallèlement s'opérait une importante réduction de la proportion d'étrangers vivant au Maroc (...).

Les conséquences de la chute de l'investissement furent principalement de deux ordres : d'un côté, la quasi-stagnation ou la croissance très lente de la production intérieure brute, et la baisse de la production et de la consommation par tête ; d'un autre côté, la baisse du niveau de l'emploi et l'aggravation du problème du chômage et du sous-emploi (...)

La quasi-stagnation de l'ensemble recouvrait cependant des évolutions divergentes des composantes de la production intérieure brute de 1953 à 1960 : à côté d'une croissance sensible de la production minière, la production des industries de transformation et de l'artisanat enregistrait une croissance lente, tandis que l'activité du bâtiment et des travaux publics subissait une chute importante et ne se relevait que très lentement après 1958 ; quant aux oscillations de la production agricole et de l'activité commerciale dues aux aléas climatiques, elles contrastaient avec la croissance lente, mais soutenue de l'activité des transports et des services (...).

Le développement des activités administratives (qui atteignent actuellement un palier), la marocanisation de certains secteurs économiques, l'institution de la « Promotion nationale » (chantiers de lutte contre le sous-emploi rural), n'ont nullement empêché une extension du chômage partiel ou total. Actuellement, il faudrait créer 150000 nouveaux emplois par an.

Le Plan quinquennal (1968-1972) escompte que les emplois agricoles, actuellement de plus de 70 % du total, progresseront de moins de 2 % par an; dans l'industrie, les mines et l'artisanat (actuellement 11 % du total), l'augmentation ne serait que de 1 %; dans les autres secteurs (transports, commerce, services, administration), la progression de l'emploi serait de 4,5%. Dans l'ensemble, le nombre des travailleurs augmentera de 3 %, alors que les offres d'emploi ne s'accroîtraient que de 2 % (...)

L'évolution économique, dont les grands traits ont été précédemment analysés, est la résultante d'une politique économique de l'État et de l'impact de celle-ci sur les structures et les comportements. Officiellement, de 1956 à 1960-1961, cette politique économique a été « dirigiste », et depuis, elle se veut « libérale ». Dans les faits, la séparation n'est pas aussi nette. Car si l'orientation vers un certain capitalisme d'État était assez nettement affirmée jusqu'en 1960-1961, les années postérieures ont vu s'accroître la responsabilité de l'État et

des organismes publics dans l'investissement global, au point que la part du secteur public est maintenant largement majoritaire. Cependant, la « philosophie » qui sous-tend cette intervention est animée essentiellement par le désir de contribuer à l'extension et à l'expansion du capitalisme privé autochtone et étranger. Cette politique s'est exprimée jusqu'ici à travers la mise en œuvre de trois « plans » successifs: le Plan quinquennal (1960-1964), le Plan triennal (1965-1967) et le Plan quinquennal (1968-1972). Pour les années 1958-1959 (...).

Devant la crise grave engendrée par la chute de l'investissement durant les premières années de l'indépendance, le Plan quinquennal (1960-1964) et le Plan triennal (1965-1967) prévoyaient une forte augmentation de la formation brute de capital fixe: 22 % par an de 1960 à 1965 et 16 % par an pour la période (1964-1968) (5). Avec la réalisation de tels objectifs, la situation à la fin du Plan triennal aurait pu paraître relativement favorable, car la part de la production intérieure brute consacrée à l'investissement aurait été de 23% en 1965 et de 21 % en 1968 (...)

## Spéculation

On ne saurait attendre d'un taux d'investissement brut de 13 % une augmentation sensible de la production ; si l'on tient compte de l'amortissement ainsi que des investissements dans la construction et de ceux à faible rendement, l'investissement net restant ne représente qu'une très faible part de la production intérieure brute : de l'ordre de 2 à 3%. Un tel niveau d'investissement est manifestement insuffisant pour permettre une augmentation de la production globale de 3% par an, qui serait nécessaire pour « maintenir » le niveau de vie. Par divers moyens, l'État s'est efforcé d'encourager les investissements privés, autochtones et étrangers, dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme.

Les aides et encouragements sont prévus par des textes législatifs tels que le Code des investissements industriels (1961) maintenant étendu au secteur touristique, et le Code des investissements agricoles (1969). Il reste que, malgré tout cet arsenal de mesures favorables à l'investissement privé, celui-ci demeure faible, et une grande proportion de capitaux continue d'être drainée par le rachat de terres de la colonisation privée, une spéculation immobilière intense, le commerce, et des placements à l'extérieur du Maroc. L'État a été amené à étendre sa participation au financement des investissements, spécialement dans l'agriculture et l'équipement touristique.

Quant au développement industriel, il est considéré comme un objectif qui prend rang après le développement de l'agriculture et du tourisme.

La politique d'investissement dans l'agriculture (...) a été marquée par une intervention importante des investissements de l'État, la création et la refonte d'organismes d'intervention, ainsi que l'application de la politique dite de « Promotion nationale » tendant à l'utilisation du sous-emploi rural pour l'aménagement de sols et dans des travaux d'infrastructure.

Les prévisions d'investissement public du Plan (1960-1964) dans l'agriculture furent réalisées et même quelque peu dépassées : 864 millions de dirhams de crédits ouverts pour des prévisions d'un montant de 788 millions. Cet effort d'équipement n'a pas permis cependant d'atteindre l'objectif fixé en 1960, d'accroissement annuel de la production agricole de 3,5 % et ce, malgré la création en 1960 de l'Office national des irrigations et de cinq grands périmètres d'intervention (Basse Moulouya, Gharb, Haouz, Tadla, Abda - Plan triennal (1965-1967 (...)

Outre la division classique entre secteur « moderne » et secteur « traditionnel », l'agriculture marocaine présente une complexité particulière dans la structure de son secteur « traditionnel », qui est loin d'être homogène. Il faut distinguer d'une part, des moyens ou gros propriétaires qui possèdent des superficies pouvant être exploitées de façon rentable, et d'autre part une multitude de petits possédants (dont la superficie est inférieure à 4 hectares) ou d'associés sur de très petites surfaces provenant chaque année de propriétaires différents, et qui constituent la masse des « micro-agriculteurs ». Environ 85 % des exploitations agricoles relèvent de cette catégorie. L'échec de certains projets spécifiques (comme l'opération « labour », par exemple), et le fait que la mise en valeur agricole n'a pas toujours suivi la cadence de l'équipement dans les périmètres irrigués. En fait, il s'agit de tout le problème de l'inefficacité relative de l'intervention de l'État dans le secteur « traditionnel » de l'agriculture (...)

Avril-mai 1970.

\*Professeur à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat.

\*\* Maître de Conférences à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat.

# À l'occasion du 67<sup>ème</sup> anniversaire de la Fête de l'Indépendance

Le Directeur Général du Groupe Barid Al-Maghrib  
et l'ensemble de la famille postière ont l'insigne honneur de présenter  
leurs vœux les plus déférents à

**NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN,**



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI  
QUE DIEU L'ASSISTE,**

et renouvellent leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite**.  
Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté le Roi** et le combler en la  
personne de **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan**,  
de **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**  
ainsi que de tous les membres de l'**Illustre Famille Royale**.



مجموعة بريد المغرب  
XO.Π Θ.Ο.ΕΛ ΗΣΥΟΞΘ  
GROUPE BARID AL-MAGHRIB

## Quand Lyautey faisait la différence entre le Maroc et l'Algérie...

*Figure emblématique de l'histoire coloniale française, et particulièrement du protectorat dont il a été le "proconsul", Hubert Lyautey s'est efforcé, dans "l'empire fortuné", de donner corps à la notion de protectorat à la française. Dans son discours à la chambre de commerce de Lyon du 29 février 1916 que nous reproduisons\*, il oppose la forme prise par la domination française au Maroc à celle appliquée dans l'Algérie voisine.*

**D**iscours de Lyautey à la chambre de commerce de Lyon, 29 février 1916 (...) Permettez-moi maintenant, cher monsieur Birot, de retenir l'attention sur une de vos paroles. Parlant de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, vous avez dit: "Nos trois colonies". Or, rien ne serait plus inexact et plus périlleux que de faire de notre Afrique du Nord une image aussi simplifiée, et de considérer la Tunisie, l'Algérie et le Maroc sous le même aspect. Alors que nous sommes en Algérie depuis plus de quatre vingt ans, en Tunisie depuis trente-cinq ans, nous n'avons pris pied au Maroc qu'il y a huit ans, et notre protectorat y date de moins de quatre ans. L'œuvre qu'y réalisait le général d'Amade en 1908, c'est celle qui s'accomplissait en Algérie entre 1830 et 1832. Et puis, si l'Algérie est bien une "colonie", le Maroc est un "protectorat", et ce n'est pas là seulement question d'étiquette. Alors que nous nous sommes trouvés en Algérie en face d'une véritable poussière, d'un état de choses inorganique, où seul le pouvoir constitué était celui du dey turc effondré dès notre venue, au Maroc, au contraire, nous nous sommes trouvés en face d'un empire historique et indépendant, jaloux à l'extrême de son indépendance, rebelle à toute servitude, qui jusqu'à ces dernières années, faisait encore figure d'État constitué, avec sa hiérarchie de fonction-



naires, sa représentation à l'étranger, ses organismes sociaux dont la plupart subsistent toujours, malgré la défaillance récente du pouvoir central. Songez qu'il existe encore au Maroc nombre de personnages qui, jusqu'il y a six ans, furent ambassadeurs du Maroc indépendant à Pétersbourg, à Londres, à Berlin, à Madrid, à Paris, accompagnés de secrétaires et d'attachés, hommes d'une culture générale,

qui ont traité d'égal à égal avec les hommes d'état européens, qui ont le sens et le goût des choses politiques: rien de similaires en Algérie ou en Tunisie. A côté de cet état-major politique, il existe également un état-major religieux qui n'est pas négligeable. Le ministre de la justice actuel du sultan a professé pendant des années à l'université d'El-Azar au Caire, à Stamboul, à Brousse, à Damas, est

en correspondance avec les oulémas jusqu'aux Indes, et n'est pas le seul qui soit en relations avec l'élite islamique d'Orient. Il existe enfin une équipe économique de premier ordre composée de gros commerçants qui ont des maisons à Manchester, à Hambourg, à Marseille, qui y sont généralement allés eux-mêmes. Nous nous trouvons donc là en présence d'une élite politique, religieuse et économique qu'il serait insensé d'ignorer, de méconnaître et de ne pas utiliser car, associée étroitement à l'oeuvre que nous avons à réaliser au Maroc, elle peut et doit l'aider puissamment. Ajoutez - et tous ceux d'entre vous qui sont allés au Maroc le savent bien - qu'il y a là une race industrielle, laborieuse, intelligente, ouverte au progrès, dont on tirera le plus large parti à condition de respecter scrupuleusement ce qu'elle veut voir respecter. (...) A nul arégame du protectorat, régime non pas transitoire mais définitif, qui a comme caractéristique essentielle l'association et la coopération étroite de la race protectrice dans le respect mutuel, dans la sauvegarde scrupuleuse des institutions traditionnelles. (...) Oh ! Félicitons-nous que ce soit la conception du protectorat qui ait prévalu au Maroc et maintenons-l'y précieusement. (...) ●

*\*H. Lyautey, Paroles d'action, présenté par J.L. Miège, édition de la Porte, 1995*



# Le MIGRATEUR



## Biden La crise climatique concerne « la vie même de la planète »

Le président américain Joe Biden s'est adressé vendredi 11 novembre à la conférence sur le climat COP27 en Égypte, affirmant que la crise climatique mondiale constituait une menace existentielle pour la planète et promettant que les États-Unis faisaient leur part pour la combattre. "La crise climatique concerne la sécurité humaine, la sécurité économique, la sécurité environnementale, la sécurité nationale et la vie même de la planète", a déclaré M. Biden, avant d'exposer les mesures prises par les États-Unis, deuxième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde.

"Je peux me tenir ici en tant que président des États-Unis d'Amérique et affirmer avec confiance que les États-Unis d'Amérique atteindront leurs objectifs en matière d'émissions d'ici 2030", a-t-il déclaré. Son discours visait à rappeler aux représentants des gouvernements réunis à Charm el-Cheikh qu'ils devaient maintenir l'objectif de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius afin d'éviter les pires conséquences du réchauffement planétaire. Cette déclaration a été faite alors même qu'une série de crises - d'une guerre terrestre en Europe à une inflation galopante - détourne l'attention de la communauté internationale. "Dans

ce contexte, il est plus urgent que jamais que nous doublions nos engagements en matière de climat. La guerre de Russie ne fait que renforcer l'urgence de la nécessité de sortir le monde de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles", a-t-il déclaré. Avant son arrivée, l'administration de M. Biden a cherché à préparer le terrain en dévoilant un plan national visant à prendre des mesures sévères à l'encontre des émissions de méthane, l'un des plus puissants gaz à effet de serre, par l'industrie pétrolière et gazière américaine, et ce, malgré des mois de lobbying de la part des foreurs. Washington et l'Union européenne prévoyaient également de publier vendredi une déclaration commune dans laquelle ils s'engageaient à prendre des mesures supplémentaires contre le méthane émis par l'industrie pétrolière, dans le prolongement d'un accord international lancé l'an dernier et signé depuis par 119 pays, qui vise à réduire de 30 % les émissions de l'ensemble de l'économie au cours de la décennie. Ces annonces s'inscrivent dans un contexte de scepticisme quant à l'efficacité des mesures prises par les gouvernements pour lutter contre le réchauffement climatique. Un rapport des Nations unies publié il y a une dizaine de jours montre que les émissions mondiales sont en passe d'augmenter de



Joe Biden. © AP.

10,6 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010, alors même que des tempêtes, des sécheresses, des incendies de forêt et des inondations dévastatrices infligent déjà des milliards de dollars de dégâts dans le monde entier. Selon les scientifiques, les émissions doivent au contraire diminuer de 43 % d'ici là pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius au-dessus des températures préindustrielles, comme le prévoit l'accord de Paris de 2015 - seuil au-delà duquel les risques de changement climatique commencent à devenir incontrôlables.

De nombreux pays, dont les États-Unis et les membres de l'Union européenne, appellent également à une augmentation de l'offre de combustibles fossiles à court terme pour aider à faire baisser les prix de l'énergie à la consommation qui ont grimpé en flèche depuis la guerre de la Russie en Ukraine.

## Les Ukrainiens fêtent la reprise de Kherson

Aujourd'hui est un jour historique. Nous récupérons le sud du pays, nous récupérons Kherson", a déclaré le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans une allocution vidéo diffusée en soirée vendredi. "Pour l'instant, nos défenseurs sont à la périphérie de la ville, et nous sommes très près d'y entrer. Mais des unités spéciales sont déjà dans la ville", a-t-il déclaré. La Russie a déclaré avoir retiré 30 000 soldats de l'autre côté du fleuve Dnipro sans en perdre un seul. Mais les Ukrainiens ont dépeint une retraite chaotique, avec des troupes russes abandonnant leurs uniformes, jetant leurs armes et se noyant en tentant de fuir. Le retrait a marqué la troisième grande retraite russe de la guerre et la première à impliquer la cession d'une ville occupée aussi importante face à une contre-offensive ukrainienne majeure qui a repris des



Des Ukrainiens célèbrent la libération de Kherson, à Kiev/NurPhoto via AFP.

parties de l'est et du sud. Des images vidéo vérifiées par Reuters montrent des dizaines de personnes acclamant et scandant des slogans de victoire sur la place centrale de la ville de Kherson, où les premières troupes ukrainiennes apparemment arrivées prennent des selfies dans la foule. Deux hommes ont hissé une femme soldat sur leurs épaules et l'ont projetée en l'air. Certains

résidents s'enveloppent dans des drapeaux ukrainiens. Un homme pleure de joie. L'agence de renseignement de la défense ukrainienne a déclaré que Kherson était en train de revenir sous contrôle ukrainien et a ordonné aux troupes russes restantes de se rendre aux forces de Kiev entrant dans la ville. Les habitants avaient placé des drapeaux ukrainiens sur la place alors que la nouvelle de la fin de plus de huit mois d'occupation filtrait. "Gloire à l'Ukraine ! Gloire aux héros ! Gloire à la nation !", a crié un homme dans une autre vidéo. Zelensky a déclaré que les mesures visant à sécuriser Kherson - en particulier, l'élimination de ce qu'il a appelé un grand nombre de mines terrestres - commencent dès que possible. Dmitri Rogozine, un haut responsable russe qui donne des conseils militaires à deux régions occupées de l'Ukraine

que Moscou revendique comme siennes, a déclaré vendredi que le retrait à travers le Dniepr était douloureux mais nécessaire, selon l'agence de presse RIA, et a suggéré que Moscou pourrait se regrouper et lancer une autre offensive. "Nous devons mener à bien cette tâche, en espérant que lorsque nous rassemblerons nos forces, lorsque de nouvelles armes arriveront, lorsque des unités mobilisées bien entraînées arriveront, lorsque des volontaires arriveront, nous nous rassemblerons et reprendrons cette terre", a déclaré l'agence citée. Alors que les forces ukrainiennes progressaient pendant l'une des retraites russes les plus humiliantes de la guerre, des villageois sont sortis de leur cachette et, au milieu de larmes de soulagement et de joie, ont décrit comment les troupes russes avaient tué des habitants et pillé des maisons.

## Erdogan compte sur les Républicains pour débloquer l'achat de F-16

Les efforts de la Turquie pour achever son achat de F-16 seraient "beaucoup plus faciles" si les républicains finissaient par contrôler le Sénat américain, a déclaré samedi le président Tayyip Erdogan, cité par les médias turcs. La Turquie, membre de l'OTAN, a demandé en octobre à acheter 40 chasseurs F-16 de Lockheed Martin Corp et près de 80 kits de modernisation pour ses avions de guerre existants, et les discussions techniques se poursuivent entre les deux parties. Le Congrès américain devra approuver toute vente finale, ce qui représente un obstacle pour Ankara, compte tenu des liens diplomatiques parfois tendus entre les deux pays et du scepticisme de certains législateurs américains. "Mon espoir est que le mois prochain soit rempli de bonnes nouvelles et que nous progressions dans une direction très positive sur la question des F-16", a déclaré Erdogan à des journalistes lors d'un vol en provenance d'Ouzbékistan, selon le média public Anadolu et d'autres médias.

"Si les républicains obtiennent les quelques sièges dont ils ont besoin au Sénat, les choses seront beaucoup plus faciles pour nous". Après la victoire du démocrate sortant Mark Kelly vendredi en Arizona, le parti de Biden n'est plus qu'à un siège de conserver la majorité à la chambre haute. Si l'achat des F-16 a des détracteurs et des partisans dans les deux partis, Bob Menendez, président démocrate de la commission sénatoriale des affaires étrangères, pourrait faire obstacle à ce projet en raison de ses critiques répétées du bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme sous la direction d'Erdogan.



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence  
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4  
Maârif - Casablanca -  
Tél : 0522 23 32 93  
Fax : 0522 23 46 78  
E-mail : contact@lecanardlibere.com  
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou  
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar  
Abdelkarim Chankou  
Saliha Toumi  
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine  
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

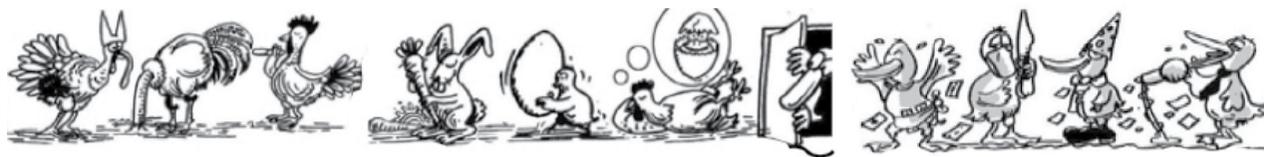
DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



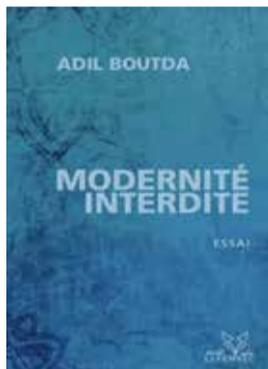
## Can'Art et CULTURE



### « Modernité interdite », un essai de Ali Boutda

« Aux débuts des années cinquante du siècle dernier, de grands mouvements de décolonisation, permirent l'éclosion d'une centaine d'Etats en Amérique, en Asie, ainsi qu'en Afrique. Toutes ces nouvelles nations, eurent des débuts laborieux : pauvreté, guerres civiles et dictatures. Cinquante ans plus tard, une vingtaine d'entre elles purent rattraper leurs retards et n'ont désormais plus grand-chose à envier à l'Occident. D'autres sont en train de se moderniser à grand vitesse, en adoptant les principes fondateurs de la modernité, tel que les libertés individuelles, les droits de l'homme et la souveraineté au peuple. » 4e de couverture.

Dans cet essai publié chez Le Fennec et sorti en juin 2022, « le lecteur n'aura pas affaire à un discours de spécialiste ou de chercheur offrant des perspectives de quelqu'un qui « sait ». Il n'y sera pas exposé à une érudition qui renvoie à des savoirs ou des conceptions établis. Il y trouvera plutôt une quête méthodique et minutieuse de sens, de la part de quelqu'un qui vient



au sujet avec un esprit et un regard frais. Quelqu'un qui présente une combinaison assez rare de volonté de comprendre et de capacité de le faire par une combinaison d'observations directes et un travail approfondi sur les recherches récentes. À cela, s'ajoute l'art de l'écriture claire et parfaitement compréhensible par le grand public.» L'éditeur.

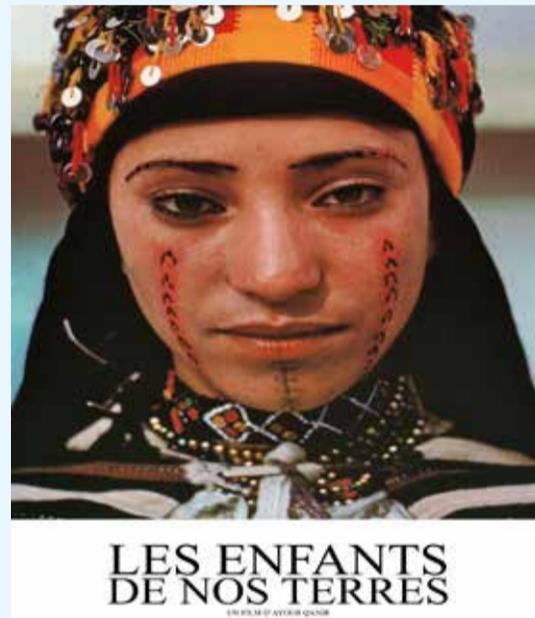
L'auteur « part d'une question lancinante qui n'a cessé de tourmenter les esprits. Pourquoi l'Orient n'arrive-t-il pas à se développer comme la plupart des autres pays du globe ? Pour répondre à cette question ». Adil Boutda affirme avoir adopté « une approche systémique en recherchant les causes politiques (première partie), économiques (deuxième partie) et culturelles (dernière partie) ».

Adil Boutda est né en 1970 à Casablanca. Il obtient un diplôme d'ingénieur en 1993. Actuellement, il est gérant d'une PME.

### Ayoub Qanir dévoile son premier long métrage marocain

Avec trois longs métrages à son actif, tournés en Mongolie, en Islande et au Japon, et un dernier court métrage tourné en Russie, le réalisateur américain d'origine marocaine, Ayoub Qanir poursuit sa quête cinématographique. Celle-ci le ramène dans son pays d'origine avec un premier long métrage 100% marocain intitulé «Les enfants de nos terres!».

« Scénariste, réalisateur et producteur américain d'origine marocaine, Ayoub Qanir a plusieurs cordes à son arc. Décoré par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ce cinéaste sans frontières est un explorateur



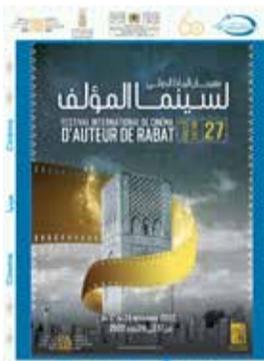
qui évolue loin des sentiers battus», indique un communiqué de presse transmis aux rédactions.

Pour son premier long métrage marocain, Ayoub Qanir a posé sa caméra sur un village des montagnes du Moyen Atlas, où les conditions de vie sont difficiles et le quotidien pénible. Un village oublié où les femmes meurent en couches, où les petites filles travaillent dans les maisons de la ville. Un village où Omar, son personnage principal, trouve refuge après avoir vécu une tragédie.

« Les enfants de nos terres » est pour moi une urgence, une nécessité. Enfant ayant grandi loin de son pays, je porte en moi des émotions que j'ai vécues et ressenties. Mes films reflètent mes interrogations sur ma société, mes origines, mes racines et sont souvent le fruit de rencontres avec l'humain, que ce soit dans des régions reculées du Japon, en Mongolie ou même chez moi au Maroc ». confie le réalisateur. « J'ai senti qu'il était temps de revenir à mes origines et surtout à un sujet qui me tenait à cœur depuis longtemps : les conditions de vie des populations isolées de notre royaume », ajoute-t-il.

Le film suit le parcours d'Omar, un homme perdu qui va se retrouver là où il ne s'y attendait pas. Malgré ses conflits intérieurs, il va tomber sous le charme de ces terres qui étaient autrefois les siennes, retrouver le chemin de sa mère biologique et ainsi aider tout un village sans le savoir. « L'histoire d'Omar m'est proche et me bouleverse à bien des égards : Je ressens un lien presque charnel avec cette histoire, et c'est de cet endroit très personnel que vient mon engagement et mon envie de réaliser ce film », ajoute Ayoub Qanir à propos du long métrage, dont la sortie est prévue en 2024.

### Cinéma d'auteur Le 27e FICAR illumine Rabat



La 27e édition du festival international de cinéma d'auteur (FICAR) de Rabat se déroule du 17 au 24 novembre courant. Des professionnels du monde du cinéma et de la culture de notoriété internationale venus de 44 pays se donneront rendez-vous pour prendre part à cet important événement culturel participer à un programme riche en activités et qui comprend entre autres, la sélection de films en compétition, les hommages, les conférences et débats ainsi que des ateliers d'initiation de jeunes talents au monde du cinéma. L'événement rendra un hommage le 17 novembre au Théâtre Mohamed V à 3 figures emblématiques du cinéma. Il s'agit des réalisateurs, Jean-Pierre Améris (France), Gaston Kaboré (Burkina Faso) et Nabil Ayouch (Maroc). Le programme intégral sur :

<https://www.festivalrabat.ma/2022/>

### Le British Council soutient la semaine contre l'intimidation

Du 14 au 21 novembre, le British Council MENA célèbre #AntiBullyingWeek (la semaine contre l'intimidation) et soutient le thème de cette année #Reach out (tendre la main), en organisant différentes activités visant à sensibiliser à l'intimidation des enfants et des jeunes et à mettre en évidence les moyens de la prévenir et d'y répondre. La Semaine contre l'intimidation est un événement annuel au Royaume-Uni, qui a lieu la troisième semaine de novembre. Il a commencé en 2002 et est devenu depuis un événement important dans les calendriers des enfants, des familles et des écoles. Les enseignants du British Council offriront des leçons et des activités pour tous les groupes d'âge et tous les niveaux qu'ils enseignent ce terme afin de sensibiliser la population à la lutte contre l'intimidation et de mettre l'accent sur la création d'un environnement d'apprentissage sûr pour les enfants. « La Semaine de lutte contre l'intimidation nous est extrêmement utile et nous aide à sauver des vies! » déclare l'un de nos jeunes étudiants. «La Semaine contre l'intimidation vous fait réfléchir à la façon de rester en sécurité en ligne », dit un autre élève. Ils organiseront également un concours dans tous les centres d'enseignement de la région Moyen-Orient Afrique (MEA), auquel les étudiants pourront participer pour courir la chance de gagner un module gratuit dans le centre où ils se trouvent



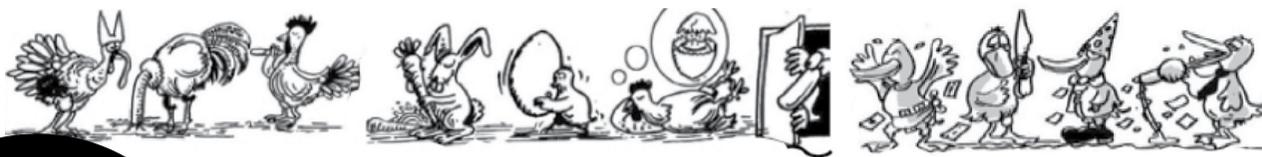
en soumettant une entrée liée au thème de l'anti-intimidation. Les participants au concours peuvent présenter une vidéo, une affiche, une bande dessinée ou un texte pour raconter des histoires personnelles et donner des conseils à des jeunes victimes d'intimidation. Dans chaque centre de la MEA, il y aura trois gagnants locaux de chaque groupe d'âge, un des meilleurs participants de chaque groupe d'âge sera ensuite admissible à un jury qui décidera des gagnants régionaux. Le personnel du British Council portera également ses chaussettes bizarres le jour qui marque le début de la semaine de l'anti-intimidation pour célébrer ce qui nous rend tous uniques. Ils prendront des photos en portant leurs chaussettes et les partageront sur les médias sociaux. Ils pourront également participer à des activités pour en apprendre davantage sur la façon de repérer l'intimidation et de soutenir les enfants. Tout le monde est invité à se joindre au British Council pour célébrer la semaine de l'anti-intimidation en sensibilisant et en partageant des photos de leurs chaussettes impaires. Opposons-nous tous à l'intimidation! #OddSocksDay #AntiBullyingDay

Pour plus d'informations :  
Lamia El Idrissi-Responsable Communication MENA  
lamia.elidrissi@britishcouncil.org

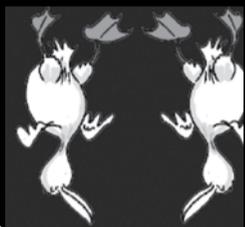




# Et BATATI ET BATATA



## Bizarre



### Une tumeur de 70 kg !

Du jamais vu ! L'hôpital Molinette de Turin a annoncé mardi 1er novembre avoir opéré une jeune femme d'une tumeur de 70 kilos à l'abdomen. La tumeur, due à un cancer des ovaires, obstruait l'abdomen de la patiente et l'empêchait de respirer normalement en comprimant ses poumons.

Selon les spécialistes, il n'y a aucun précédent dans l'histoire de la médecine : "Il n'existe pas de précédent dans la littérature médicale d'une masse tumorale d'un tel poids. Elle pesait plus que la patiente elle-même", a précisé l'établissement dans un communiqué.

La jeune femme était arrivée il y a quelques semaines dans un état grave aux urgences de l'hôpital Molinette, aussitôt intubée et placée sous respiration artificielle. Les chirurgiens ont d'abord drainé 52 litres de liquide avant de retirer la partie solide de la tumeur, d'un poids de 25 kilos. Placée en réanimation, la patiente a rapidement récupéré, au point d'être transférée après quatre jours dans une unité de diététique et nutrition. Elle a pu depuis rentrer chez elle.

### Le jackpot des jackpots

Un joueur de Californie a gagné 2,04 milliards de dollars à la loterie, a annoncé mardi 2 novembre le site officiel Powerball, un record mondial après des mois sans grand gagnant. Un seul ticket gagnant, avec les numéros 10, 33, 41, 47, 56 et 10 pour le "Powerball", a été identifié à travers les États-Unis, selon Powerball.

"La loterie de Californie produit le PREMIER milliardaire de son histoire!", a tweeté California Lottery, qui précise que le "ticket chanceux a été vendu à Joe's Service Center à Altadena".

L'heureux élu devra choisir entre recevoir l'intégralité de la somme via des paiements étalés sur trois décennies, ou être payé en une seule fois, à hauteur de 997,6 millions de dollars, selon une estimation de Powerball.

Avant la nuit de lundi à mardi, 40 tirages consécutifs n'avaient généré aucun grand gagnant, menant le jackpot à grimper jusqu'à la somme faramineuse de plus de deux milliards de dollars.

Ce pactole avait suscité une fièvre du jeu à travers tous les États-Unis.

### Amende amère

Alors qu'il avait garé son véhicule devant son garage, un habitant de Grimbergen, en Brabant flamand, a eu la mauvaise surprise de découvrir une amende communale déposée sous son essuie-glace. Selon la police locale et l'échevin de la mobilité Philip Roosen, l'homme était bel et bien en infraction.

Dans le code de la route belge (article 25.1, paragraphe 3°), il est clairement indiqué qu'il est "interdit de stationner un véhicule devant une entrée, une sortie ou une porte de garage, à l'exception des véhicules dont le numéro d'immatriculation est apposé de manière lisible sur cette porte". Comme le rapporte la VRT, un habitant de Grimbergen a eu la mauvaise surprise de recevoir une amende après s'être garé devant son propre garage. En cause? Le numéro d'immatriculation de son véhicule ne figurait pas sur la porte.

Au micro de la VRT, le principal intéressé explique qu'il aurait souhaité que l'agent de police s'adresse à lui avant de lui infliger une SAC (sanction communale administrative). "Je ne connais pas ce cas précis, mais normalement, on essaie d'abord de consulter et de sensibiliser le contrevenant", justifie l'échevin de la mobilité de Grimbergen Philip Roosen. "Nous ne faisons pas la chasse à ce genre de petites infractions. Mais nos agents rencontrent de plus en plus ce problème. Et la loi reste la loi."



## Rigolard



**\*Le professeur est en retard**, et les élèves de cinquième font un chahut épouvantable.

Alerté, le surveillant général rapplique et trouve la classe sens dessus dessous.

- Qu'est-ce que ce chantier ? Qui a fait ça ? Je veux que les coupables aient le courage de se dénoncer, sinon vous serez tous punis! Un élève lève la main.

- C'est moi qui ai lancé de l'encre sur les murs...

Un autre lève le doigt à son tour.

- C'est moi qui ai jeté la craie dans le couloir...

Puis un troisième.

- C'est moi qui ai jeté du bois par la fenêtre...

- Bon, puisque vous vous êtes dénoncés vous n'aurez pas de punition.

A ce moment-là la porte s'ouvre et un gamin entre, couvert de poussière, les vêtements déchirés, les genoux en sang.

- D'où sort celui-là ? s'écrie le surveillant général excédé, vous dépassez les bornes, vingt jours de colle ! Donnez-moi votre nom!

- Dubois...

**\*Un émir souffrant d'une grave** maladie cardiaque est venu se faire opérer à Paris par un spécialiste.

L'opération est réussie et avant de repartir dans son pays, l'émir dit au chirurgien :

- Docteur, sis je suis en vie, c'est grâce à vous. J'aimerais vous faire un cadeau pour vous remercier.

- Mais je n'ai fait que mon travail...

- J'insiste, docteur. Qu'est-ce qui vous ferait plaisir ?

- Puisque vous y tenez vraiment, sachez

que j'adore jouer au golf. Si vous m'offrez quelques clubs, je serais ravi.

Un mois plus tard, le chirurgien reçoit un télégramme de l'émir :

Suis heureux de vous offrir douze clubs de golf. Stop. Désolé, mais deux d'entre eux n'ont pas de piscine...

**\*Un camionneur s'arrête à un feu rouge**, une blonde le rattrape. Elle sort de son auto en courant vers le camion et frappe sur la porte. Le camionneur descend sa vitre et elle lui dit :

- Bonjour, mon nom est Alice et je veux vous dire que vous perdez votre cargaison.

Le camionneur l'ignore et continue sa route. Quand le camion s'arrête à un autre feu rouge, elle le rattrape encore une fois. Elle descend en courant de son auto et court au camion. Elle frappe sur la porte. Le camionneur redescend encore une fois sa vitre.

Elle lui dit comme si elle ne lui avait jamais parlé :

- Bonjour, je suis Alice et je veux vous dire que vous perdez votre cargaison.

Secouant la tête, le camionneur l'ignore encore une fois et continue son chemin. Le feu passe au vert, le camionneur embraye et poursuit sa route. Voyant que la blonde compte encore insister, c'est lui qui prend cette fois les devants. Il se dépêche, sort de son camion et court à l'auto de la blonde. Il frappe sur la portière, elle descend la vitre et il lui dit exaspéré :

- Bonjour, je suis André, c'est l'hiver et je conduis un CAMION DE SALAGE !!...

## A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

**Superficie 128 m<sup>2</sup>**

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:  
**0661252000**

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni  
Contactez-nous au 0661177444



Nous puisons dans  
nos racines...



MOSAÏK

... pour conquérir l'avenir

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entrepreneurante, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

**Maroc - Sénégal - Bénin - Côte d'Ivoire - Burkina Faso - Kenya**

[www.holmarcom.ma](http://www.holmarcom.ma)



**HOLMARCOM**  
GROUP